



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Épinal, le 21/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BLANCHIMENT DE XONRUPT (2)**

419 route d'Epinal  
Le Costet Beillard  
88400 Gérardmer

Références : S-24-1076RP

Code AIOT : 0006202240

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement BLANCHIMENT DE XONRUPT (2) implanté 419 route d'Epinal Le Costet Beillard 88400 Gérardmer. L'inspection a été annoncée le 12/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale PFAS et s'appuie à ce titre sur l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BLANCHIMENT DE XONRUPT (2)
- 419 route d'Epinal Le Costet Beillard 88400 Gérardmer
- Code AIOT : 0006202240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La site est spécialisé dans l'ennoblissement textile. Il intervient en tant que façonnier.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 PFAS ;
- Eau de surface.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Qualification pour réaliser les campagnes d'analyses	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats sur GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé aux mesures attendues qui ont permis de confirmer des rejets en PFAS. On peut remarquer que ces rejets se produisent même lorsque l'exploitant ne procède pas à application de PFAS sur les tissus qui lui sont confiés. Il avait déjà été remarqué une décorrélation entre l'utilisation sur site de PFAS et présence de ces substances dans les rejets aqueux.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, liste des substances PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le rapport n° LORP230430/version A - 08 décembre 2023 établi par la société IRH (daté du 08 décembre 2023).</p> <p>Ce rapport liste les PFAS susceptibles d'être présents ou produits sur site et les compare avec les 20+8 PFAS visés par l'arrêté du 20 juin 2023. Il est conclu à la liste des substances pertinentes supplémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• perfluorohexyl phosphonic acid (CAS n° 40143-76-8) ;</li> <li>• perfluorotetradecanoic acid, PFTeDA (CAS n° 376-06-7) ;</li> <li>• 6:2 fluorotelomer alcohol (CAS n° 647-42-7).</li> </ul> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la liste des produits utilisés et contenant des PFAS. Il s'agit de substances en C6 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PHOBOL CP-C (produit par le société Huntsman) ;</li> <li>• RUGO-GUARD AFR6 (produit par la société Rudolf).</li> </ul> <p>Les FDS de ces produits n'indiquent pas précisément quels PFAS y sont présents. L'exploitant s'est engagé à questionner ses fournisseurs.</p>

A noter qu'à ce jour, l'exploitant indique encourager ses clients à utiliser un produit de substitution (C0) ; il s'agit du RUCO-DRY ECO PLUS (polymère hyperramifié). Cependant, au vu de son statut de façonnier, l'exploitant n'est pas maître du choix des produits d'ennoblissement employés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est attendu que l'exploitant transmette à l'inspection des installations classées la liste des PFAS contenus dans les produits qu'il utilise (PHOBOL CP-C et RUGO-GUARD AFR6).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, réalisation des campagnes d'analyse
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 <sup>er</sup> réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis 3 rapports établis par la société IRH (campagnes mensuelles de décembre 2023 à février 2024). Quel que soit le rapport, on peut constater que la somme des 28 PFAS est égale à celle des 20 PFAS ; le site n'est donc pas contributeur au titre des 8 PFAS optionnels. Par ailleurs, quel que soit le rapport les AOF ont été non quantifiables. Pour décembre 2023, la somme des 20 PFAS contribue à une concentration de 0,44 µg/l avec [PFPeA] = 0,18 µg/L et [PFHxA] = 0,26 µg/L. Pour janvier 2024, aucun PFAS n'a été quantifiable. Pour février 2024, la somme des 20 PFAS contribue à une concentration de 0,62 µg/l avec [PFPeA] = 0,14 µg/L et [PFHxA] = 0,48 µg/L.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Qualification pour réaliser les campagnes d'analyses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, qualification pour réaliser les campagnes d'analyses
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

**Constats :**

Les prélèvements-échantillonnages ont été réalisés par la société IRH qui bénéficie de l'accréditation 1-7208. Cette dernière bénéficie d'une attestation COFRAC portant sur la qualité des eaux ; en revanche la portée détaillée de l'attestation n'indique que les échantillonnages prélevés en vue d'analyse de l'air des lieux de travail. Il s'agit sans aucun doute d'une erreur de publication sur le site COFRAC.

Les analyses ont été réalisées par la société Eurofins qui bénéficie de l'accréditation n° 1-0685. Vérification faite sur le site COFRAC, cette société est accréditée pour les 20 PFAS obligatoires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Exigences pour le prélèvement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, exigences pour le prélèvement

**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

**Constats :**

Les prélèvements ont été réalisés par échantillonnage sur une durée de 24 heures dans des conditions normales de l'installation. Selon les relevés de production, l'activité de l'établissement était représentative aux jours des prélèvements.

A noter que l'exploitant effectue environ un traitement PFAS par mois. Ce processus dure une journée. Aux jours des prélèvements, aucun traitement de PFAS n'était en œuvre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Précisions des mesures**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, précisions des mesures

**Prescription contrôlée :**

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

**Constats :**

Concernant les trois rapports d'analyses, la limite de quantification pour les AOF est de 2 µg/L (mentionnée par « <2µg/L ») en décembre 2023 et 10 µg/L (mentionnée par « < 10 µg/L ») en janvier et février 2024.

Concernant la limite de quantification pour les PFAS, elle est de 0,10 µg/L. En cas de non quantification, ce n'est pas la mention « non quantifiée » qui est indiquée mais « < 0,1 µg/L », ce qui est acceptable.

L'exploitant a contacté la société IRH (en charge des prélèvements) pour obtenir une justification quant au seuil de quantification de 10 µg/L en AOF. Par courriel du 09 octobre, ce prestataire indique: "(...) la LQ de l'AOF a été augmentée en raison de la matrice de l'échantillon : sur les deux dernières campagnes, il y avait dans l'échantillon ou des interférents, ou des éléments qui ont conduit le laboratoire à réaliser des dilutions (on voit d'ailleurs que les DCO sont plus élevées), ce qui conduit à augmenter la LQ".

L'inspection considère que la justification apportée pour la LQ de l'AOF est satisfaisante.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Déclaration des résultats sur GIDAF**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, déclaration des résultats sur GIDAF

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

**Constats :**

L'exploitant a transmis les rapports sur l'application GIDAF pour les analyses faites aux mois de décembre 2023, janvier et février 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite